Numérisation CERMTRI

LES TRAVAILLEURS BELGES ONT DÉJÀ CONNU UNE "BAISSE" DES PRIX
LISEZ EN DEUXIÈME PAGE: LA VÉRITÉ SUR L'EXPÉRIENCE BELGE DE 1946

Édition spéciale sur le lock-out de la Presse

Vendredi 10 Janvier 1947. - HEBDO - "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" — Prix : 5 Francs N° 157

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

Allez-y d'Argenlieu ! Massacrez-les !

« Je sais que la France, malgré les dures épreuves par lesquelles passent ses finances ne refusera pas les sacrifices nécessaires ! »
(Déclaration de Moutet faite le 7 janvier à Saïgon)

Le peuple de France paiera !

Moutet réclame avec d'Argenlieu une « décision militaire »

« Je ne suis pas certain que Ho Chi Minh soit lib-e » a déclaré un porte-parole officieux de d'Argenlieu. Ce porte-parole était parti de Paris comme ministre. D'Argenlieu lui a accordé un emploi de représentant pour la durée de son séjour. C'est dire que Moutet (il s'agit de lui) se pose un peu là dans le domaine de la liberté du mouvement.

En posant le pied sur l'aérodrome de Saïgon il était déjà informé sur les atrocités du Viet-Nam. Et le déjeuner fastueux que lui offrit le Moine sanglant le confirma dans ses opinions : Ho Ch Minh ne peut pas être libre, puisqu'il n'a pas pris la liberté de vendre le Viet-Nam. Et des hommes libres, il y en a pourtant : au « gouvernement » de Saïgon par exemple.

LES BUTS DE GUERRE DE LA BANQUE D'INDOCHINE

Nous connaissons, en effet, les buts de guerre de ces messieurs. C'est Sainteny, commissaire de la République au Tonkin, qui les définit : « ...Chercher des personnalités capables de reprendre en main la direction des affaires » Nous croyons que ces personnalités existent et nous attendons le jour où se formera de nouveau un gouvernement. « Sainteny ne traite pas avec n'importe qui. Il lui faut des partenaires dignes de lui. C'est ainsi qu'il a demandé à des S.S. de découvrir des cadavres politiques du Viet-Nam en « nettoyant » Hanoï à la grenade. Sainteny, mort héroïquement voilà quinze jours dans des circonstances qu'il y a précisément les journalistes (avec une fière déclaration sur son sacrifice destiné à la postérité) se fera lécher les bottes par n'importe quel Docteur Tinh vraiment « capable ». Les héros ne s'entendent bien qu'avec les héros.

« UN GRAND ESPOIR »

Il est marié à une Française et gendre d'un dirigeant du parti communiste français. Converti au catholicisme avec sa femme, il s'appelle Ha. Il était ministre dans le gouvernement de Ho Chi Minh. On le découvrit à Hanoï, et ainsi l'objectif de la guerre était atteint. Moutet reçu aussitôt l'autorisation de d'Argenlieu, qui lui

★ LIRE LA SUITE EN PAGE 3 ★

"On dira que la baisse de 5% est dérisoire. En effet, elle l'est" Robert Verdier secrétaire-adjoint du P.S., dans le "Populaire" du 4 janvier

LA FARCE DES 5%

Pour le patronat, la manœuvre Blum garantit

LE MAINTIEN DES BAS SALAIRES
LA HAUSSE DU COUT DE LA VIE

UNE CITATION ELOQUENTE D'UN ORGANE PATRONAL :

> **Premier résultat de l'expérience**
>
> L'expérience Blum a déjà obtenu un résultat essentiel : elle a suspendu la menace d'une hausse générale des salaires, qui pesait sur toute l'économie française et dont l'incidence aurait été désastreuse pour le Franc.

DE LA « VIE FRANÇAISE » DU SAMEDI 4 JANVIER.

La seule augmentation des transports réduit à néant la « baisse » de 5 %

Le secrétaire général de la C.G.T., Benoît Frachon, dans l'*Humanité* du 7 janvier 1947, pose assez bien, quoique confusément, ces rapports de ce qu'on appelle la « bataille » des prix avec la « bataille » des salaires. (Que de batailles entreprises mais jamais gagnées et pour cause...) En substance, Frachon déclare : « La baisse des prix. Très bien, d'accord, mais on nous a fait le coup pas mal de fois depuis la Libération, alors on veut voir. Mais si l'on entreprend la baisse de prix comme une grande manœuvre pour interdire à la classe ouvrière de poser ses revendications de salaires. Alors pas d'accord. » Et Frachon, en calculant quelques prix, démontre aisément que les prix officiels taxés varient suivant des coefficients de 10 à 12 francs supérieurs à ceux de 1930, alors que les salaires sont au maximum au coefficient 4.

5 % de baisse pour empêcher les revendications de salaires

En effet, Blum, en excellent serviteur du Capital, après avoir augmenté massivement les prix des matières premières de base, les transports et les impôts qui pèsent sur les épaules des masses, a cherché un « feuc » pour calmer le mécontentement des masses, et empêcher ou limiter le plus possible les revendications de salaires. Mais, c'est les 5 % de baisse. Le patronat sait bien que la baisse ne sera effective. La C.G.T. a évalué le minimum vital sur la base des prix taxés à 7.000 francs par mois. 7.000 francs, c'est la somme que, pour les bonzes confédéraux, il faut aux travailleurs pour acheter les produits sur lesquels la baisse devrait s'effectuer.

★ LIRE LA SUITE EN PAGE 4 ★

Un anniversaire dans la carrière politique de Léon Blum :
1936 : NON-INTERVENTION en ESPAGNE
1946 : INTERVENTION en INDOCHINE

A CLERMONT-FERRAND
15.000 OUVRIERS EN GREVE AUX USINES MICHELIN

Clermont-Ferrand, 8 janvier.

Quinze mille ouvriers des usines Michelin sont partis en grève le mercredi 8 janvier à la suite du refus de la direction de se soumettre aux revendications portées par le syndicat.

Le conflit a éclaté en raison de l'attitude de Puiseux, un des directeurs-patrons de l'entreprise, dans la répartition des primes de fin d'année. Il prétendait que « seule l'élite doit être récompensée », en contradiction, d'ailleurs, avec ses propres déclarations au conseil d'entreprise.

« Tout le monde a un travail. »

Les ouvriers revendiquent :

1° Le paiement d'une prime d'ancienneté. Puiseux a déclaré ne pas vouloir payer un salaire supplémentaire à ceux dont le rendement baisse.

2° La stabilité de l'emploi pour les ouvriers atteints d'une maladie professionnelle et pour les femmes enceintes.

3° La réintégration des parts. Puiseux s'est opposé aux revendications syndicales, mais a promis de faire quelque chose pour les vieux.

4° La revision des salaires, proportionnellement aux salaires payés dans les autres usines de caoutchouc. Le patron a refusé en prétextant qu'il n'était pas maître du prix de revient de ses pneus.

5° A travail égal, salaire égal pour les jeunes. Cette revendication a dû être satisfaite.

6° Une indemnité de casse-croûte pour les travailleurs qui font les 3x8. Les patrons ont refusé : la maison fait déjà un sacrifice, dit-ils, en accordant vingt minutes pour casser la croûte.

7° Des mesures d'hygiène (douche à tous les ateliers).

8° La création d'un restaurant coopératif à Cataroux.

Les travailleurs de chez Michelin sont sur la voie qui mène à la victoire : celle de l'action directe.

La reprise du travail ne doit avoir lieu qu'après satisfaction totale pour les justes revendications ouvrières.

Bernard LANDAU.

A SAINT-NAZAIRE :
6.000 travailleurs protestent contre la hausse de 150 0 / 0 des transports

Saint-Nazaire 7 janvier.

Alors que la veille déjà, quinze mille travailleurs des Chantiers de Penhoët avaient manifesté leur colère au sujet de l'augmentation des tarifs et avaient décidé de ne pas prendre de carte hebdomadaire de chemin de fer, six mille ouvriers ont pris le train des 7 d'assaut, le matin du 7 janvier, et ont refusé de payer leur voyage.

Une délégation des travailleurs de Saint-Nazaire a dû être reçue au ministère du Travail.

Alors, camarades de Saint-Nazaire, vous n'y croyez pas, vous, à la baisse des prix ?

E D I T O R I A L

L'"EXPERIENCE BLUM"

L'intérêt des masses laborieuses de France calge un petit nombre de réalisations immédiates :

— garantir à chaque salarié, pensionné ou retraité le minimum vital ;

— stopper la hausse des prix ;

— cesser la guerre contre le Viet-Nam.

Léon Blum et son équipe sont au pouvoir depuis le 17 décembre. Ont-ils employé le temps écoulé à nous rapprocher si peu que ce soit de ces trois objectifs ?

Non, ils n'ont rien fait en ce sens. On commente à dire, dans les rangs mêmes de leur parti, que les ministres socialistes sont en général plus préoccupés de leurs propres affaires que de celles de la population laborieuse. Mais la S.F.I.O. fait un pouvoir, qu'elle le veuille ou non, une certaine politique, qui lui rapporte les éloges de l'ensemble de la presse bourgeoise. Depuis quelques jours, tous les porte-parole des intérêts capitalistes défendent l'idée de la reconduction de l'actuel gouvernement.

Cette campagne pour la prolongation des pouvoirs du gouvernement Blum n'a pas besoin de longues explications. La bourgeoisie française se prononce en réalité pour la continuation de la politique de Léon Blum. N'est-elle pas, en effet, satisfaction sur les trois points essentiels :

— faire taire les revendications ouvrières ;

— arrêter l'inflation et la hausse dans la mesure compatible avec le maintien de ses profits ;

— restaurer la domination impérialiste en Indochine.

Léon Blum a trouvé le moyen de discréditer les hommes grégaires de l'année 1936 (1) par une hausse de 5 % en janvier 1947. En opposant une baisse à venir à la revendication du minimum vital, il s'efforce d'exaspérer aux grandes masses la conscience des duperies dont elles ont été victimes par une nouvelle déception. Il a supprimé les 1re classes dans le Métro parisien, abolissant ainsi le plus menu des privilèges de la fortune pour mieux conserver les grands privilèges.

Léon Blum écrivait le 19 décembre, dans *Le Populaire*, qu'il faut en Indochine « un accord sincère sur la base de l'indépendance ». Aujourd'hui, son ministre Moutet se fait le propagandiste de l'écrasement militaire de la République démocratique du Viet-Nam, écrasement dont les travailleurs français feront encore les frais.

En Indochine, comme ici, Léon Blum veut manifestement faire la preuve que son parti, en dépit du Congrès de septembre qui s'est prononcé pour une politique socialiste de gauche, est totalement dévoué aux intérêts capitalistes et n'a rien perdu de son habileté à tromper les masses laborieuses. Léon Blum veut faire de la S.F.I.O. le parti radical de la IVe République.

Les travailleurs ont donc une nouvelle preuve qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour la défense de leurs intérêts. Eux seuls peuvent, par leur action unie, imposer aux capitalistes un minimum vital en rapport avec le coût de la vie, bloquer les prix et imposer la paix avec la République du Viet-Nam.

Si le malheur voulait que Blum réussisse à exécuter les plans de la bourgeoisie, s'en serait fait de leurs espoirs de bientôt comme du peu de démocratie qui subsiste en France. Nous verrions les patrons consolider leur système d'exploitation par des années de misère des masses laborieuses et préparer une nouvelle crise de surproduction plus terrible que celle de l'entre-deux-guerres. Nous verrions revenir victorieux d'Indochine des généraux assez forts pour imposer en France le régime sanglant qu'ils s'efforcent d'imposer au peuple vietnamien.

Militants socialistes, entre cela que vous voulez ?

Paul PARISOT.

(1) Officiellement, 40 % pour les actifs. Le détail de l'alimentation en 1946.

La vérité sur la situation dans la Presse

COUP DE FORCE PATRONAL

La Fédération de la Presse et la S.N.E.P. décident un Lock-out général

Jeudi 9 janvier.

Paris sans journaux. Devant les kiosques vides, les gens s'interrogent : le Parisien habitué à sa presse matinale cherche à savoir ce qui s'est passé.

Histoire d'une revendication

La réalité, la voici : en juin 46, les rotativistes de la presse parisienne, consciente de l'augmentation nécessaire du coût de la vie, avaient réclamé une augmentation de 30 % sur leurs salaires. Ils n'étaient rabattus sur les 25 % de la C.G.T. à la suite d'une promesse formelle, faite par la Fédération de la Presse, de constituer une commission paritaire pour étudier l'incidence du coût de la vie et rétablir l'échelle mobile des salaires, et ceci avant le 1er septembre.

Discussions et pourparlers

Vers la mi-septembre, la Fédération de la Presse convoque une conférence nationale qui ne décide rien. Puis elle se retourne vers le gouvernement en lui remettant la responsabilité de décider une augmentation des salaires. Bien entendu, les interminables discussions n'aboutissent à aucun résultat.

Les rotativistes agissent

Devant la mauvaise volonté patronale et gouvernementale, les rotativistes prétendent leurs revendications. Fidèles à l'échelle mobile et voyant la vie augmenter sans arrêt, ils réclament une nouvelle fois 25 %. Or, en fin décembre, ils demandent un acompte de 200 francs par service. Bien entendu, le gouvernement ne répond pas.

Nouvelles entrevues

Le 2 janvier, la Fédération de la Presse se retourne vers la S.N.E.P. (Société nationale des Entreprises de Presse). Mais les rotativistes déclarent, à juste titre, qu'ils ont affaire à la Fédération de la Presse et à elle seule, car ce sont les patrons de journaux qui sont en cause.

Après une entrevue avec le secrétaire d'Etat à l'information, Gazier, le 4 janvier, au cours de laquelle la Fédération de la Presse avait réclamé une trêve de 48 heures (qui fut acceptée par les rotativistes), ceux-ci demandent une réunion de leurs délégués avec Gazier et Pierre Bloch (directeur de la S.N.E.P.) qui se tient le 8.

Le lock-out patronal

Au même moment, la **Fédération de la Presse, en accord avec la S.N.E.P., décide le lock-out général de tous les journaux.**

Ainsi le patronat de la presse, devant les revendications justifiées des rotativistes, décide l'épreuve de force classique.

Un exemple de combativité

En réalité, la lutte des rotativistes est une expérience que toute la classe ouvrière doit suivre de très près. Même si de façon absolue le salaire des rotativistes peut être plus élevé que celui d'autres catégories de travailleurs, leur revendication de mise de leurs salaires au niveau du coût de la vie est absolument juste. C'est l'échelle mobile des salaires.

Au moment où la manœuvre des 5 % de baisse veut faire avaler aux masses une augmentation réelle du coût de la vie de 164 % depuis février 1945, une catégorie de travailleurs refuse de tomber dans le panneau et de faire constamment les frais de l'exploitation patronale.

Les patrons céderont

Lock-outés aujourd'hui par une cynique décision de la Fédération de la Presse et de la S.N.E.P. qui réclament la suppression immédiate de toute revendication, les rotativistes ne céderont pas. Déjà les typos en son tpromoncés sur le problème de la grève de soutien, en province les entreprises contrôlées par la S.N.E.P. et les autres syndicats commencent à débrayer par solidarité : la réponse au coup de force patronal est immédiate : demain la preuve sera faite que ce n'est qu'en combattant qu'on obtient des résultats.

Louis MAGNIN.

La revendication est juste

La résolution votée par les rotativistes réclame la publication des dettes des journaux aux entreprises de presse, dettes qui rendent difficile à celles-ci toute augmentation du salaire des ouvriers du livre.

Nous sommes tout à fait d'accord.

Pour notre part, nous avons des dettes, et nous n'en rougissons pas. Elles sont celles d'un journal **ouvrier** qui veut vivre dans le système capitaliste actuel.

Fait par des travailleurs, pour les travailleurs, notre journal ne dépend d'aucun groupe financier ou commanditaire.

Or c'est aux ouvriers eux-mêmes que nous demandons, comme nous l'avons fait, par exemple, il y a deux semaines, dans une souscription de détresse, de payer la sortie de leur « Vérité ».

On prétend que les revendications de salaires mettent en péril l'existence des journaux de la « Résistance », et que, seuls, les journaux « libres » et « indépendants » ...

En réalité, l'immense majorité de la presse actuelle est toujours une presse pourrie au service des trusts, financée par les trusts, soutenue par la bourgeoisie, et aujourd'hui, comme avant, elle peut payer.

Quant aux rares journaux qui se réclament de leur « indépendance » et à qui sont une indépendance à l'égard des trusts qui ne leur permet pas de prendre avec sérieux la défense de tous les intérêts des travailleurs ?

La situation est claire.

On nous les proclamera tout comme on nous les proclamera après, comme l'Espagne, **Le Pays, L'Aurore**, etc.

Ou bien ils se proclameront « indépendants », comme **Franc-Tireur**, et n'osent jamais défendre jusqu'au bout les intérêts ouvriers.

De toute façon, toute revendication sérieuse des salaires au niveau du coût de la vie est juste, et nous avons la fidélité pendant trop longtemps pour l'échelle mobile pour ne pas la soutenir à fond aujourd'hui.

Travailleurs ! la lutte des rotos c'est la vôtre

Pour la première fois depuis la « libération », des travailleurs sont lockoutés. Et que plus est par une Confédérale, qui prétend administrer la Société Nationale des Entreprises de Presse (S.N.E.P.). Ce lock-out a une immense signification politique :

1° En fait, dans la plupart des entreprises nationalisées, les intérêts du Grand Capital sont sauvegardés (dédommagements versés pour les magnats des houillères, des banques, etc.).

2° Dans les entreprises où la collaboration avec l'hitlérisme a été par trop criante (comme dans la presse), pour intimider aux travailleurs de la presse de les contrôler au profit de la clique ouvrière, les capitalistes laissent planer de la directions qui pèsent comme le « sabre suspendu » Pierre Bloch qui se contentent en véritables patrons de combat.

Pierre Bloch veut faire payer le déficit grandissant, conséquence du boycott des prix décrétés par le gouvernement, par les rotos et les typos.

De la même façon que Blum entend « être le loyal gérant du système capitaliste » pour faire payer par l'ensemble des masses laborieuses la faillite du système bourgeois.

Au lock-out décidé par les patrons de la Presse et la S.N.E.P. pour saboter les légitimes revendications des rotos, tous les travailleurs doivent répondre par la GRÈVE GÉNÉRALE JUSQU'À LA VICTOIRE DES LÉGITIMES REVENDICATIONS.

Pour répondre au coup de force patronal
VIVE LA GRÈVE GÉNÉRALE DES TRAVAILLEURS DU LIVRE

Pierre BOUSSEL

Libérez Pierre Conte !

C'était alors un gouvernement Bidault qui endossait la responsabilité d'une telle mesure arbitraire.

Depuis des semaines, Pierre Conte demeure en prison. Il souffre de la faim, du grand froid de la saison, de la promiscuité des détenus de droit commun, de l'insanité de sa détention illégale.

Blum est aujourd'hui président du Conseil.

Un tel sort ne peut être fait à un homme parce qu'il a tenté le plus simple des gestes de protestation contre les crimes monstrueux qui se perpétuent en Indochine pour la défense des intérêts des banquiers et des planteurs de caoutchouc.

Certes, c'était notre parti que la bourgeoisie croyait frapper en Pierre Conte, mais ce n'est pas par hasard si c'est un travailleur inorganisé qu'elle a atteint : ce que le P.C.I. exprime comme avant-garde est profondément ressenti dans la classe ouvrière.

L'exemple de Pierre Conte est compris de très nombreux travailleurs.

Le 6 décembre, le chimiste Pierre Conte, qui venait à l'appel du P.C.I. assister à un meeting de protestation contre la guerre d'Indochine, trouve l'accès de la salle Wagram interdit, et la foule des travailleurs coloniaux et français manifestant place des Ternes contre cette atteinte aux libertés démocratiques.

Sans avoir pris part à cette manifestation et en dépit de ses protestations, Pierre Conte est arrêté ce soir-là bien qu'opposant une résistance purement verbale à ceux qui l'arrêtaient. Il est odieusement maltraité, frappé jusqu'à perdre connaissance, marqué profondément par les blessures qui lui sont faites.

★ LIRE LA SUITE EN PAGE 2 ★

Contrairement à notre annonce de la semaine dernière, ce n'est que le 1er FEVRIER que "LA VERITE" pourra s'installer 100, Rue Réaumur.
Jusque-là, elle reste 19, Rue Daguerre PARIS-14e

A PROPOS DU MEETING DU P. C. I.

La Vérité a relaté, la semaine dernière, les démarches entreprises par la direction du P.C.I. auprès du ministre de l'Intérieur, en vue de l'organisation d'un meeting sur la situation indochinoise.

Nous écrivions : « Nous n'avons obtenu jusqu'ici qu'une réponse dilatoire.

Depuis, ça s'est précisé.

Une délégation de notre parti reçue par Jacques Duprez, ministre de l'Intérieur, s'est vu répondre : « Le Conseil des ministres a décidé d'interdire tout meeting sur l'Indochine, sauf que, si l'on nous autorisait, nous serions contentés de donner les mêmes avantages au P.R.L. et autres organisations réactionnaires. »

L'action est en cours de fil blanc. Car aucun de nos camarades de la rédaction ne s'est intéressé de faire de l'agitation sur un tel sujet. Et pourquoi faire, d'ailleurs, puisque le gouvernement Léon Blum mène une politique qui, DANS LE FAIT, ne diffère en rien de celle de la clique des affreux généraux réactionnaires.

Mais cette décision, qui n'a est notifiée qu'aux communistes — et pour cause — ne nous fera pas reculer.

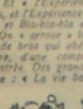
Nous continuons les démarches. Le bureau de la région parisienne a adressé une lettre aux militants des organisations ouvrières. Nous espérons les rassembler à élever contre un tel arbitraire, à protester contre l'atteinte qui vient d'être portée aux libertés démocratiques les plus élémentaires.

Numérisation CERMTRI

VÉRITÉS...

La vie baisse et bop !

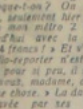
Comme une bombe, le gouvernement lance ses 5 % de baisse. Et on en fait tout un pipot. Et « l'Expérience Bloin par-ci, et l'Expérience Bloin par-là », et Bla-bla-bla et bla-bla-bla. On « arrose » la presse à tour de bras qui obéit au mot d'ordre d'une campagne bien orchestrée. Des grands titres à la une : « La vie baisse ! »



Le radio-élu-même suit le mouvement et les radio-reporters vont directement « prendre contact avec le peuple », et l'interroger, avec la bouche en cœur et deux dans la ligne.

Quand le peuple parle

Ah, mes amis, quelle avalanche ! De quoi s'écrouler. Les gens rouspètent à qui mieux-mieux. Le reporter enchaîne : « Et vous, monsieur, dites-nous TOUT LE BIEN que vous pensez de l'Expérience ». — Réponse : « Sans blague, de qui se moque-t-on ? On parle de baisse, seulement hier matin le payais mon mètre 2 francs et maintenant, avec la baisse il coûte 4 francs ! » Et s'lan. Mais le radio-reporter n'est pas démonté pour si peu, il assurre : « Et vous, madame, dites-nous quelque chose. » La dame cliente approuve par ses voisins :

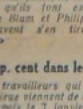


« C'est honteux. Avant-hier j'achète des bols pour le petit déjeuner du matin à 50 francs pièce. Ma fille en casse un et le vous pour le remplacer, le même chez le même marchand est affiché 55 francs. Mais il y a une grosse étiquette à la porte : « Nous appliquons les 5 %. » Un monsieur interroge à son tour dit : « Du jour au lendemain, dans mon petit restaurant, ils ont augmenté carrément tous les prix de 10 % puis à l'addition ils réduisent de 5 %. » C'est une dame qui conclut : « Oui et quand on veut rouspéter auprès des commerçants, ils nous répliquent qu'ils font exactement comme Blum et Philip, car ils ne peuvent s'en tirer autrement. »

150 p. cent dans les gares

Les travailleurs qui habitent la banlieue viennent de comprendre depuis le 7 janvier ce que signifie la baisse.

Les cartes hebdomadaires pour le chemin de fer passent de 37 francs à 98 francs de Versailles à Paris, de 30 à 75 francs de Creil-le-Nord à Paris, de 44 à 101 francs de Paris à Saint-Cyr.



Avec le métro et le train, les travailleurs paient en plus par mois, au moins 230 francs, rien que de transports.

Mais ce n'est pas tout !

Voici, d'après le journal des exploitants, « Les Échos », un premier pointage des hausses à ce jour :

Electricité, 52,5 %,
Gaz de ville, 46 %,
Charbon, 25 %,
Pantes, 30 %,
Acier, 20 %,
Téléphone, 65 %,
Timbres, 66 %,
Transports SNCF., 13 %.

Alors on comprend la colère des travailleurs. Le grand bluffeur autour des 5 % s'Flore avoyer la pilule de Philip-le-poire-chère. En fait, une manœuvre qui fait un pif.

L'utilisation des compétences

On sait que M. Diethelm, ministre de la Guerre sous le général Charles, avait autorisé les étrangers SS à s'engager dans la Légion étrangère.

Les héros d'Oradour et d'Ascq en ont assez bien profité.

Et ils sont des milliers qui défendent, aux côtés des « Lecler », de la 2e D.B., la gloire de la civilisation française menacée par les vilains vietnamiens.

Deux cent cinquante, parmi ces vaillants, devaient partir ces jours-ci de Marseille pour Saïgon.

Avant d'arriver sur la Cassebière, ils se sont toutefois fait un peu la main sur la région de Rognac, qu'ils ont pillée consciencieusement.

Comme nous le dit un camarade : « S'ils étaient arrivés plus tôt au Tonkin, ils auraient eu droit aux félicitations unanimes de la Chambre de Thorez à Ramarony. »

Aux premières « loges »

Que les généraux Leclerc et de Lattre de Tassigny ne puissent pas se souffrir est un fait bien connu.

Le second n'a jamais pardonné au premier d'avoir débarqué en France avant lui.

Le premier n'a jamais pardonné au second d'avoir franchi le Rhin à sa place.

D'où une haine cuite et recuite...

Et ça donne lieu à des incidents. Comme Leclerc devait être fêté à Strasbourg, qu'il a « libérée », de Lattre a demandé

au commandant de la place de la capitale alsacienne de réduire les proportions des cérémonies au rang d'un simple général de division.

« Pas de Te Deum, fit-il dire à l'évêque de Strasbourg : une simple messe... »

Au dernier moment, les cérémonies prévues purent avoir lieu quand même, mais Leclerc était rouge de fureur.

Plus récemment, le général de Lattre devait se rendre à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise). La veille, les soldats de la 2e D.B. inscrivirent sur les murs de la ville en lettres grèves comme ça : « Vive Leclerc ! »

Et de Lattre faillit en avoler son rételier.

De mieux en mieux :

à Saint-Germain-en-Laye également, les futurs SS de la 2e D.B. sont installés au camp des Loges, où ils disposent du confort moderne et d'un nombre impressionnant de terrains de sport et d'une piscine.

Par contre, l'armée proprement dite ne dispose d'aucun terrain de sport.

Et elle avait demandé aux « Leclerc » de lui prêter leur terrain. « Rien à faire », répondirent les fidèles de Xavier de Hauteclouque (alias Leclerc).

Alors l'armée va s'ébattre sur les terrains scolaires.

Et les gosses sont priés d'aller jouer ailleurs...

« Le général Koenig et la presse « libre »

L'armée française est une grande armée démocratique.

Aussi le Gaullien confié la tâche de « rééduquer » quelques millions d'Allemands.

A sa tête se trouve le général Koenig, l'un des plus réactionnaires et des plus hurlés parmi les généraux français. Ce n'est pas peu dire.

Or le général Koenig est très énergique. Il n'y a pas longtemps, il a renvoyé en France un journaliste qui ne lui plaisait pas.

Il y a cent ans...

Il est amusant de feuilleter les journaux et publications périodiques qui paraissaient voici juste cent ans, en janvier 1847. Ce qui préoccupait le plus les Français d'alors, c'est...

LE PRIX DU PAIN, qui coûtait 45 centimes malgré la subvention gouvernementale. Les

boulangers organisaient des meetings et en envoyaient d'interminables cortèges dans la rue.

Aujourd'hui, c'est chose faite, et le pain vaut 11 francs.

A LYON, les tisserands font la grève.

Aujourd'hui, elle est terminée. L'EQUILIBRE FINANCIER, le contrôle allié, en fabrique toujours des canons encore plus meurtriers.

LA QUESTION RUSSE. On se sert dans la presse : « L'alliance russe » chez nous des puissances plus au moins décrites. Nous comprenons leur tactique : séparer la France de l'Angleterre.

On peut tire à peu de chose près ces mêmes phrases dans la presse d'aujourd'hui.

EN ESPAGNE. Les troupes de la reine pourraient les partisans montagnards réfugiés dans les montagnes.

Cent ans plus tard, on pourchasse toujours les partisans dans les montagnes. Ceux-ci luttent pour la liberté et la révolution.

A la suite de quel la révolution éclatant en 1848. Si proprement le compromis pouvait se conclure avec l'année prochaine !

LA VIE DU PARTI

Région parisienne

Assemblée générale de tous les membres de la région parisienne le dimanche 12 janvier 1947 à 14 heures à 15 heures, 47, rue de la Tombe-Issoire.

A l'ordre du jour :

1° La situation économique et politique en France ;

2° Le rôle du Parti dans les luttes de la région parisienne.

Présence indispensable de tous les militants de la région.

Les camarades qui ne sont pas encore en possession de leur carte de membre du Parti doivent se présenter à la réunion de leur section

Numérisation CERMTRI

Le nouveau complot contre le peuple espagnol :

Monarchistes et "Modérés" rêvent de remplacer Franco

La situation politique espagnole évolue dans le sens que nous avons indiqué dans les derniers numéros de « La Vérité ». Nous assistons à une grande manœuvre bourgeoise pour préparer « dans l'ordre », et « en marge du peuple espagnol », un possible remplacement de Franco. Il y a accord, avec ce complot, de toutes les anciennes directions ouvrières espagnoles, incapables, comme toujours, de lutter sur une base révolutionnaire.

Compromis avec les monarchistes

Les faits continuent à se préciser... Nos lecteurs connaissent déjà le visage politique de l'ancien ministre socialiste Indalecio Prieto, leader de l'aile la plus droitière de la social-démocratie espagnole. Ce personnage, qui a déjà joué, à plusieurs reprises, le rôle d'ange gardien d'une bourgeoisie rapace et frauduleuse apparaît, de plus en plus, comme l'axe de la politique de compromis avec les monarchistes et l'armée. Dans de récentes déclarations à la presse, Prieto affirme, à nouveau, sa volonté de s'entendre avec les monarchistes, tout en dénonçant que, pour le moment, il pulse avoir des relations avec le Aranda, le sinistre général franquiste, bourreau d'Oviedo en 1936.

La pusillanimité des directions ouvrières traditionnelles espagnoles fait que cette conception capitularde de Prieto gagne continuellement du terrain au sein de son propre parti, le Parti socialiste ouvrier espagnol, et aussi au sein du nouveau front populaire : l'Alliance nationale des Forces démocratiques.

Crise dans le gouvernement Giral ?

Ces derniers jours, il était question que les ministres socialistes du gouvernement Giral démissionnent. L'organe des sociaux-démocrates espagnols dans l'émigration, « El Socialista », a publié une déclaration qui, pour le moment, ne fait que confirmer le fond de l'affaire. En effet, d'après l'organe socialiste espagnol il s'agirait d'une nouvelle « prématurée ». Il n'y a pas eu « encore », c'est « El Socialista » qui parle, de démission des ministres socialistes espagnols, mais seulement une pétition dans ce sens du groupe des anciens députés socialistes de 1936, résidant au Mexique, où se trouve également Prieto. Une prochaine réunion de la Direction socialiste espagnole est prévue, avec les ministres et anciens ministres du parti, pour adopter une position définitive sur la question.

Un nouveau gouvernement

D'ailleurs, on doit constater qu'en Espagne, pour les socialistes du Madrid de nouer les contacts et de mener à terme les négociations nécessaires en Espagne et en dehors d'Espagne avec toutes les forces qui soient disposées à collaborer dans la lutte contre la dictature de Franco. »

Précisons, pour notre part, qu'il ne s'agit pas de tel ou tel autre accord pour une fois précise et limitée, mais bien d'une collaboration politique qui doit donner, en temps voulu, naissance à une formule gouvernementale couverte à gauche par les Prieto et autres Barrio et, à droite, par la force de l'armée et du corps d'officiers... Le fait que dans toute cette littérature républicano-socialiste on ne souffle mot du malheureux Giral et de son gouvernement en liquéfaction, donne tout son sens à cette politique.

Le rôle des staliniens

Une récente déclaration de presse affirmait d'ailleurs la constitution d'un nouveau gouvernement antifranquiste formé par des monarchistes et des républicains et dont se trouveraient exclus les « traditionalistes » et monarchistes « carlistes » d'extrême droite cléricale, et les staliniens. S'agit-il d'une réalité ou encore d'une manœuvre « prématurée » ? Il est clair, en tout cas que c'est précisément dans ce sens que s'orientent les desseins de la bourgeoisie, des impérialismes, des bureaucrates ouvriers, des dirigeants petit-bourgeois bien sages. Les staliniens espagnols, d'ailleurs, sentent bien le danger de cette manœuvre qui vise, entre autres, à les maintenir dans un isolement impuissant. Après avoir été les pionniers de la politique de compromis avec les monarchistes, les staliniens voient cette politique leur échapper et prendre une figure larvée, inspirée par les impérialismes Anglo-Saxons. Voilà encore un résultat de la politique de collaboration de classes des staliniens.

Mobilisation des masses pour la République

C'est l'ensemble de ces facteurs, de cette situation dans laquelle il s'agit de pousser le développement révolutionnaire. Il s'agit, pour l'avant-garde ouvrière de mettre en avant la préparation de l'action des masses pour la République dans la période qui s'ouvre bientôt en Espagne. Lié aux mots d'ordre qui traduisent la volonté de liberté et d'autodétermination des masses espagnoles, le désir d'une liquidation réelle du franquisme, cette politique devra, non seulement casser les reins à la manœuvre bourgeoise qui voudrait sortir indemne de l'impasse où elle se trouve aujourd'hui, mais encore ouvrir la voie à l'offensive révolutionnaire des ouvriers et des paysans affamés d'Espagne.

A. ROURA.

DERRIÈRE LA TERREUR EN GRÈCE :

Les amours d'Elisabeth et les intérêts de la City

« Tuez-les, tuez-les » a dit Montgomery

Le 11 décembre, 200 gendarmes ont encerclé le village Stefanitsa, près de Salonique, et, après avoir réuni quarante femmes dans un enclos, ils les ont mitraillées, entuant quatre. Dix ont été grièvement blessées et vingt-six autres ont été portées manquantes. On craint que ces dernières aussi soient parmi les tuées et que les autorités cachent ce fait pour diminuer l'importance du nombre des victimes.

Pour mieux tuer

Après les entretiens entre Montgomery et les autorités militaires grecques, le gouvernement Tsaldaris a-t-il mis à réorganiser les bataillons de sécurité, pour les employer contre les partisans. Ces bataillons qui furent créés pendant l'occupation, ainsi que gendarmerie et Grèce de la milice de Darnand, ont été créés pendant l'occupation par le général Gonatas, qui fut ensuite exécuté et qui est aujourd'hui vice-président du Conseil. Ils sont composés en grande partie, de criminels de droit commun amnistiés pour cette circonstance. Leurs crimes contre les résistants, pendant l'occupation, ainsi que pendant la guerre civile actuelle, dépassent les plus noires dès SS allemands.

Leur réorganisation se fait sous le contrôle d'officiers britanniques et, leur équipement est fourni par l'intendance du ravitaillement. Chaque homme de ces bataillons de tueurs sera appointé à 600.000 drachmes soit 21.000 francs français par mois.

Un bandit au service de M. Bevin

La répression, sévissant contre les populations de la Thrace Occidentale est dirigée par un bandit de grand chemin, célèbre pour sa cruauté. Ce bandit qui répond au nom de Antoine Phoste-d'Anton-Tchaouch, après avoir commis des actes de banditisme dans cette même région, passa sous l'occupation au service des Allemands et organisa, avec leur aide, une armée de 13.000 hommes, destinée à faire étalt d'attaquer les résistants Anton-Tchaouch qui, avant d'devenir bandit, était sergent de l'Armée grecque (tchauch, en turc, signifie « sergent ») a actuellement le grade de capitaine de l'armée royale. Au correspondant de « Combat », Roger Grenier, qui a réussi à obtenir un interview de tel, Anton-Tchaouch a montré un fouet, lui ayant servi à cingler les paysans, en disant : « Voilà mes lois ! »

Les amours de la princesse Elisabeth

La presse britannique et la presse internationale ont fait, ces jours-ci, de l'idylle romantique entre Elisabeth, future reine d'Angleterre et le prince Philippe de Grèce. Les travailleurs grecs et les travailleurs britanniques ne seront pas dupes de ces sentiments de ce mariage préparé par la diplomatie « travailliste ». Il s'agit là d'une affaire purement politique par laquelle l'impérialisme britannique essaie de renforcer sa main-mise sur la Grèce pour défendre des intérêts des financiers de la City.

Offensive générale des Antartes ?

Plusieurs agences européennes parlent d'une offensive générale des partisans venant des « Thrace de la Macédoine, en direction d'Athènes. On ne peut pas encore juger de la valeur de ces informations. Mais il se confirme que de forts groupes de partisans composés de 3 à 3.000 hommes environ, ont opéré du nombreux coups de main de grande envergure en Thessalie et Pindus, particulièrement dans la région de Lamia et Livadia. Ils ont occupé la ville de Hypati, à vingt kilomètres à l'ouest de Lamia.

Les dernières informations font aussi état du renforcement du mouvement des Antartes particulièrement dans les régions de la Thrace et de la Macédoine orientale où de nombreux paysans ont rejoint le maquis.

Il faut noter qu'un très grand nombre d'instituteurs ont gagné le maquis et plusieurs d'entre eux sont chefs des maquis.

Les instituteurs ont toujours joué un rôle révolutionnaire en Grèce. Le mouvement des Antartes est l'expression la plus directe de la volonté du peuple grec d'en finir avec la mainmise des impérialismes britannique sur le pays. Les travailleurs grecs des villes et des champs en luttant pour chasser les Anglais de la Grèce se placent au premier rang des peuples opprimés qui luttent contre les impérialismes de toutes les couleurs.

Il attendait des travailleurs de tous les pays une aide aussi morale que matérielle.

Hors de Grèce les troupes britanniques.

Le peuple grec doit choisir librement le régime sous lequel il veut vivre.

GREGORIS.

Moutet-d'Argenlieu, c'est la guerre ! les travailleurs français doivent exiger :

Paix immédiate avec le Viet-Nam

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

prêta son avion. Il arriva à Hanoi avec Moutet. Vous comprenez « capable » Moutet révélait déjà d'un M.R.P. vietnamien avec un fils, des événements, des coups d'arbalètes avec l'hostie et des bénédictions du pape. La revanche des nones viendra en quelque sorte. Rien de mieux pour mettre dans la main du Mollet, Mais on ne parle plus de Mollet. Il paraît qu'il a accordé avec le Viet-Minh. Espoir déçu. « Les opérations militaires se poursuivent ». Les Vietnamiens, messieurs aient trouvé la carpette digne de ramasser leur boue.

Moutet lit-il le « Populaire » ?

Les ouvriers français ont bien « produit », Des avions, des canons, et le reste. Les avions de Bidault, du Populaire, sont « communiste » à bien travaillé. Du matériel et des sélionnaires vaisant de débarquer du *Pudeur*. Le massacre des Vietnamiens continuera pour satisfaire la banque Bidault, qui peuvent espérer les forces criminelles qui mènent cette guerre. Le correspondant à Bidault du *Populaire* nous renseigne : « Le gouvernement du Viet-Nam, quel qu'il soit, devra s'appuyer sur le peuple. Ce serait une grossière erreur politique que de vouloir mettre en place un gouvernement, sur la base populaire, comme on l'a fait en Cochinchine, en allant chercher de quelconques mandarins réactionnaires, représentant un ordre social définitivement périmé. » Ce sont ces mêmes « mandarins réactionnaires » avec qui Moutet a fentoyé et qu'il a félicités. Mais Moutet, qui s'est vexé de prendre en considération les informations de ses camarades socialistes de Saïgon, lit-il le *Populaire* ? Sans doute préfère-t-il les éloges que lui décerne l'Espoque ! Espérons que Houthien, socialiste anticolonialiste, qui accompagne le ministre, en sera renseigné à d'autres sources. Si seulement Bidault, qui a comme Bidault-wald, pouvait visiter l'Poulo-Condor...

Les devoirs du prolétariat français

Il faut que cette guerre finisse. Il faut qu'il se termine par la défaite des colonialistes. Il est inconcevable que l'humanité, à peine sortie de l'expérience barbare la plus extraordinaire de l'histoire, puisse tolérer, sans protestation valable, la renaissance des crimes colonialistes. Il faut le répéter : il n'y a aucune différence de nature entre le colonialisme et le fascisme. L'un enfante l'autre. Déjà la réaction réclame des poursuites contre Pierre-Tuyère qui a le mérite d'être le seul quotidien à dénoncer la folle criminalle de cette guerre. Il faut que les ministres interdit tout meeting sur l'Indochine. Oh ! sans doute, on nous affirme, en toute camaraderie, qu'on n'est pas dirigé contre nous mais contre les réactionnaires. Ça comprend toujours comme ça. Ça c'est la guerre, le fascisme, l'assassinat des libertés démocratiques, la camps de concentration, et le cortège habituel d'horreurs.

Assez de résignation ! Assez de faiblesse ! Socialistes et communistes doivent le savoir : Si les colonialistes par malheur gagnaient la guerre du caoutchouc, ils chercheraient en France, un homme capable d'exploiter leur victoire. Il faut que le prolétariat se réveille. La C.G.T. doit sortir de sa réserve honteuse. Il faut voter des résolutions dans tous les syndicats. Les ouvriers de la métallurgie et des docks ont donné leurs mains l'instrument de guerre. Il faut alerter la Fédération mondiale des syndicats qui doit savoir qu'un des « trusts de guerre » est la suppression des syndicats au Viet-Nam.

Tous ceux qui, dans le monde, ont, dans le monde ouvrier, tous ceux qui sont revenus survivants des camps de la mort doivent reprendre du cœur. Nous avons cria, voici dix ans, « des canons, des avions pour l'Espagne ». Maintenant il faut crier. Il faut aller au secours du Viet-Nam. « Pas un homme. Pas un avion ! Pas un sou pour la guerre d'extermination ».

Marcel BAUFRERE.

Marius aux colonies ou LES PREUVES IRRÉFUTABLES

Connaissez-vous la dernière Histoire de Marius ? Elle nous vient d'Indochine, elle n'est pas drôle elle est impagnable, et sinistre.

Marius (Moutet dans le civil) reçoit de ce « territoire d'Outre-Mer » dont il est nominalement ministre. La raison officielle de son voyage : M. le ministre voulait se rendre compte de la situation. Vous entendez ? Se rendre compte dans un pays livré à la terreur du Corps d'Argenlieu et de ses missionnaires bottés. Se rendre compte dans une zone où sous prétexte de mesures militaires, le couvre-feu est institué en permanence, où des patrouilles tirent à vue, où le « coupe ne fait pas de prisonniers » un pays enfin où tous les rapports, toutes les informations sont « contrôlés de source gouvernementale.

M. le ministre manifeste-t-il la préférence de sortir du cadre étroit fixé par le programme officiel de son déplacement ? Vous le pensez ? Pensez donc ! Il a comme Bidault, qui a comme Bidault-wald, pouvait visiter l'Poulo-Condor...

Les devoirs du prolétariat français

Il faut que cette guerre finisse. Il faut qu'il se termine par la défaite des colonialistes. Il est la

LA SEMAINE PROCHAINE « LA VERITE » commencera une série d'articles de GREGORIS sur

LES CAUSES DE LA SITUATION ACTUELLE EN GRECE

Résultat : M. Moutet fait ce qu'tout autre ministre aurait fait. Il prend toutes les précautions qui lui présente pour des « interdits » et se fait le porte-parole « de vérités » que lui soufflent les techniciens : « Pas de négociations avant une décision militaire, intérêts sacrés de la patrie, etc... »

Il y avait pourtant un précédent. M. Moutet n'est pas le premier ministre qui ait vu se « rendre compte » sur place.

Au mois de juin 1945, M. Tixier, alors ministre du l'intérieur, et général (le grand, c'est au mépris de fer), se rendit en Algérie pour entrer la vérité sur les troubles qui s'étaient déroulés au mois de mai dans la région de Setif. Mais trois jours durant, en présence des les régions sinistrées les autorités militaires avaient fait procéder, sur tout le parcours, à des travaux, emprunter le cortège officiel, à une préparation soignée.

A Kerrata, les cylonnoiers, aidés par les Pont-et-Chaussées « arrangèrent » les latinnets a. Ils nous apprirent que les « Arabes » avaient assassinés le 11 mai et pourrit sont, depuis, sur place. Et quand vint le moment de présenter, comme amènement le cortège, ce fut un village portant les traces de la « sévère » répression. Et M. Tixier, à qui de belles dames ouvrirent des « bouquets » le remercient et les « écoliers » décorés gés sur ordre des colons trouvèrent de supprimer une conférence générale, et les corps des femmes bébées violées et les enfants et les vieillards mitraillés.

Assez de résignation ! Assez de faiblesse ! Socialistes et communistes doivent le savoir : Si les colonialistes par malheur gagnaient la guerre du caoutchouc, ils chercheraient en France, un homme capable d'exploiter leur victoire. Il faut que le prolétariat se réveille. La C.G.T. doit sortir de sa réserve honteuse. Il faut voter des résolutions dans tous les syndicats. Les ouvriers de la métallurgie et des docks ont donné leurs mains l'instrument de guerre. Il faut alerter la Fédération mondiale des syndicats qui doit savoir qu'un des « trusts de guerre » est la suppression des syndicats au Viet-Nam.

Tous ceux qui, dans le monde, ont, dans le monde ouvrier, tous ceux qui sont revenus survivants des camps de la mort doivent reprendre du cœur. Nous avons crié, voici dix ans, « des canons, des avions pour l'Espagne ». Maintenant il faut crier. Il faut aller au secours du Viet-Nam. « Pas un homme. Pas un avion ! Pas un sou pour la guerre d'extermination ».

Marcel BAUFRERE.

A L'OCCASION DE LA NOUVELLE ANNEE

Des centaines de camarades Vietnamiens nous envoient leurs meilleurs vœux

En ce début de la nouvelle année, la « Section de la « Vérité » a été très touchée des nombreux témoignages de sympathie que nous ont fait adresser tous ceux qui luttent pour le triomphe de nos revendications et de notre idéal révolutionnaire.

Nos camarades vietnamiens, tout particulièrement, sont tous à vouloir apporter les souhaits, que nous faisons nôtres, d'amitié et de fraternité entre les travailleurs des deux peuples.

Des nombreuses lettres et télégrammes que nous ne pouvons citer entier, faute de place, nous extrayons les passages suivants susceptibles de tous les lecteurs et amis de « La Vérité » particulièrement sensibles :

D'ANGERS, « Les Vietnamiens stationnés à Angers présentent au journal « La Vérité » leurs vœux les plus sincères pour 1947 et renouvellent [illegible] partiellement le désir de voir pour cette campagne de presse faite en leur faveur. Les Vietnamiens prient la rédaction de continuer cette campagne et souhaitent que 1947 apportera la Paix entre la France et le Viet-Nam. »

DE PARIS, des étudiants vietnamiens nous adressent leurs vœux et ajoutent :

« Nous sommes très touchés de votre impartialité et de votre sympathie pour nous, les Vietnamiens. Pour témoigner notre entière admiration et reconnaissance au vaillant Comité de rédaction de « La Vérité » Raynaud les S. Rachel, les B. Valenzi et d'autres encore, nous avons adressé toutes nos félicitations et nos vœux de succès fait de la propagande parmi nos amis Vietnamiens Européens. »

DE PARIS encore, les travailleurs vietnamiens nous adressent le télégramme suivant :

« Occasion nouvel an travailleurs vietnamiens travailleurs français vous adressent meilleurs souhaits bonne année et vive sympathie pour votre compréhension problème indochinois ».

D'ALBI, les militaires du 3e bataillon du 5e R.I.C. nous adressent une lettre trop longue pour être entièrement citée. Nous en extrayons :

« Voulant partager les malheurs aussi bien que les bonheurs des frères de France, nous tenons manifester pour la cause de ceux qui ont été opprimés, et nous prévoyons ce jour aux sommes bien minimes, pour la raison des malheureux bombardés de Janvier 1946 ».

Les travailleurs de la 2e compagnie de SORGUES protestent, eux aussi, contre la guerre d'extermination. Le 6 décembre et en nous envoyant 3.000 francs, ils nous écrivent :

« Ces mesures arbitraires, loin de nous intimider, nous ont rendus plus classe dirigeante, nous saisent davantage ».

Nous adressons à tous ces camarades vietnamiens, ainsi qu'à ceux de la section de Cambodge, à ceux du Groupe Annam de Carcassonne, à ceux du Groupe Cambodgien de Bordeaux, nos remerciements pour toutes leurs marques de sympathie et nous formons pour eux, comme pour tous ceux qui, en Allemagne, en Espagne, en Grèce, en Algérie, en Indochine et en Japon en campagnes et, depuis 1933, la solidité allemande a été augmentée de 43 %. Que l'on se rappelle maintenant la grande chronicaisie de France pour le retour en France, et les injonctions délirantes de de Gaulle, pour avoir sur le vif l'un des aspect les plus odieusement du capitalisme : « Ceux de chair de chair à canon pour défendre ses coffres.

« Le capitalisme porte en lui la guerre comme le nuée porte l'orage ». disait Jaurès. Puissent les 100 millions de morts de deux guerres mondiales nous convaincre de la nécessité de renverser une fois pour toutes un tel système de mort et de sang ?

Marcel LEGRAND.

L'ESPAGNE OUVRIÈRE RENAIT

BARCELONE

fait à nouveau trembler Franco

La Barcelone ouvrière, cette Barcelone que nous avons connue toujours à la pointe du combat, reprend de nouveau la lutte et devient rapidement un foyer de régime qui l'opprime et pour sa bourgeoisie.

Malgré le régime de terreur ordonné par le Caudillo, les grèves partielles se poursuivent dans toute la province. Elles éclatent quelquefois spontanément, d'autres fois, elles sont organisées par les deux centrales syndicales clandestines : C.N.T.-U.G.T. L'exécution dans la lutte des ouvriers organisations ouvrières, la force le courage des travailleurs, que les conditions spéciales du régime laissent inorganisés. Des grèves de solidarité sont déclenchées par les syndicats à la suite des actes revendicatifs des ouvriers.

France essaie d'utiliser les moyens de répression habituels, mais ceux qui sont avec lui du même côté de la barricade commencent à ressentir les avertissements des ouvriers en lutte.

Les patrons hésitent à employer la force et parlementent avec les comités de grève, ce qui est interdit par le régime. Les hommes de la police armée qui, il y a quelque temps, tiraient sur les grévistes, cherchent à rétablir l'ordre en discutant, ce qui ne restre pas dans le cadre de la discipline militaire.

Devant les exécutions faites par les ouvriers en quelques heures ou quelques jours de grève revendicative, le gouvernement de Barcelone a décidé d'interdire formellement aux patrons de discuter avec les grévistes et de faire aucune concession. En réalité, la bourgeoisie se cache derrière les « ordres » qu'elle sollicite de son propre gouvernement.

Grève aux usines textiles « Puigmarti »

Le 30 novembre, les ouvrières de chez Puigmarti (industrie du textile), qui ne touchent que sept pesetas par jour, se sont réunies dans la cour de l'usine et ont décidé la grève demandant une augmentation de salaire ou son équivalent en nourriture (ouvrant dans les mouvements de ces derniers temps, les revendications sur l'augmentation des salaires se transformeront en demande de ravitaillement). Elles ont décidé de ne pas aller s'adresser au syndicat des phalanges, les ouvrières refusèrent en disant : « Nous voulons traiter directement avec le patron. » Ce dernier répondit en appelant la police pour les obliger à reprendre le travail. Mais les ouvrières voisines, bien que dépendant de patrons différents, se solidarisèrent avec leurs camarades. La police dut se retirer, craignant l'extension du mouvement. Le lendemain, les travailleurs reprirent le travail, mais cette expérience montre la vaillance des ouvriers, la possibilité de réunite d'un mouvement aussi que la nécessité de l'organisation des lutes.

Grève aux usines textiles « Espana Industrial »

Le 7 décembre, les milliers de travailleurs de tous les ateliers se croisèrent les devant leurs machines, puis se réunirent dans la cour de l'entreprise. Le directeur et le délégué des phalanges appelèrent chacun à engagner sa place, mais les ouvriers furent reçus par des huées et des sifflets. Plus tards devant cette dangereuse révolte, le directeur promit qu'une délégation des ouvriers serait reçue pour le gouvernement et qu'aucune mesure de répression n'aurait lieu et la reprise du travail s'effectuait. Le gouvernement reçut la délégation, promit d'étudier les revendications, mais tout cela ne serait que lorsque l'état de pourrait.

Cette expérience montre que le pouvoir hésite à briser par la violence un vaste mouvement et qu'il ne faut jamais avoir confiance dans les promesses, sauf si l'on continue la lutte.

Grève à la Compana Maritima y Terrestra (Casa Gerona)

Cette entreprise est située dans le quartier le plus ouvrier de Barcelone où les unions se touchent. où chaque coin de rue nous rappelle de multiples combats soulevés autrefois contre la bourgeoisie catalane, où la plupart des familles ont été décimées par la répression franquiste et au jour de la grève, le quartier offrait un aspect si menaçant que même la police ne se sentit pas le courage de remettre au travail par la force les deux mille ouvriers en grève ; d'autant plus que les compagnons des usines voisines étaient sur les bancs. Le gouverneur se vit obligé d'envoyer la troupe pour faire jouer aux soldats le rôle de briseurs de grèves. La troupe trouvera le moyen de refuser en protestant que ce n'était ni leur métier ni leur travail. Cette marque de solidarité de la troupe montre quels profonds remous secouent le peuple espagnol.

Nous ne savons pas encore les résultats de cette grève, sinon que plusieurs arrestations d'ouvriers et de soldats ont eu lieu.

La répression est féroce

La dernière semaine du mois de décembre, la grève générale est déclenchée dans toute une branche de l'industrie textile. Les ouvriers passent des grèves partielles aux grèves générales, ce qui montre leur compréhension et leur décision de marcher vers dans la lutte qui doit ébranler les bases du régime qui les oppriment et les condamnant à la misère et à plus sordide. Les 90 % des ouvriers et ouvrières ont répondu aux mots d'ordre des deux centrales syndicales clandestines C.N.T.-U.G.T. avec discipline et solidarité. Cela exprime la volonté acharnée du prolétariat de notre pays de lutter et de se défendre à tout prix ; car ni les renvois, ni les arrestations en masses, qui ont repris depuis des derniers jours, n'ont pu faire rentrer même un seul d'entre eux ne s'incline devant la brutalité répressive de la police et de l'armée.

Les arrestations ont été massives, car devant la question posée par les forces gouvernementales : « Quels sont les responsables ? », les ouvriers répondirent : « Nous le sommes tous et tous nous vengerons nos camarades frappés par la répression. »

Ce n'est pas seulement la Catalogne, mais toute l'Espagne qui bouge.

A Madrid, des scrutations sont opérées à la suite d'une rencontre entre un groupe d'action d'ouvriers et la police.

Dans la prison des Carabanchel, les incarcérés ont suivies la grève de la faim pendant quatre jours en protestation contre les traitements brutaux infligés à plusieurs de leurs camarades.

A Malaga, les pétrouilles phalangistes ont arrêté plusieurs ouvriers, soupçonnés d'entretenir des liens d'amitié et de solidarité avec les fugitifs de la Sierra.

A Jaen, une révolte a éclaté dans la prison à la suite de l'exécution de quatre condamnés dans la cour de la prison.

A Santona, dans le « Fénal du Dueso » les toutes infligées sont telles que le directeur du pénal a refusé de recevoir aucune commission d'enquête. Plusieurs victimes qui sont dans un état effroyable.

Ouvriers de tous les pays, des ouvriers en grève comptent réellement le soutien de votre action.

MARIA.

"Des rouges appellent les Allemands à la révolte"

dit un article du New York Times

NEW-YORK, le 15 décembre.

Le « New York Times », du 15 décembre 1946, a publié l'article suivant : « Des Rouges appellent les Allemands à la révolte... » Un suivant : « Des Rouges appellent les Allemands à la révolte... Un suivant :

« Berlin, 14 décembre. — Un journal rondotypé intitulé « Solidarité », annonçant la formation de la section allemande de la IVe Internationale, a été diffusé récemment à Berlin.

« Cette publication est dans la vieille ligne du communisme révolutionnaire ou de ce qu'on appelle maintenant « trotskysme ». Elle attaque violemment « la politique de Staline en Allemagne » et invite les travailleurs allemands à organiser des groupes révolutionnaires au sein des partis socialistes et communistes.

« La nom des éditeurs de la publication n'est pas indiqué, mais le journal paraît sous le sous-titre « Bulletin du « Revolutionary Communist Party », dont le siège est situé au 256, Harrow Road, Londres, et qui est la section anglaise de la IVe Internationale. L'éditorial de « Solidarité » dénonce les réparations et demande, par contre, l'expropriation de la classe capitaliste par et pour le prolétariat. Il déclare que la politique de réparations prélève des « tributs » sur la zone soviétique et non aux masses allemandes.

« Les pleurs que les travailleurs allemands sont inné, parables des traditions des partis socialiste et communiste, poursuivent le but de la « trahison » de la classe ouvrière allemande. Le parti socialiste, l'article, Ces partis ont des responsables, et ils ont trahi en 1933. Au contraire, ils en furent les principaux responsables.

« D'après les discours et les programmes actuels des partis, ils ne nous apportent rien de nouveau qu'ils n'ont rien appris. En conséquence, nous construisons un parti révolutionnaire indépendant, la section allemande de la IVe Internationale.

« La tâche des officiers soviétiques a intérêt à ce que les troupes soviétiques aux grèves générales, ce qui montre leur compréhension et leur décision de marcher vers dans la lutte qui doit ébranler les bases du régime qui les oppriment et les condamnant à la misère et à plus sordide. Les 90 % des ouvriers et ouvrières ont répondu aux mots d'ordre des deux centrales syndicales clandestines C.N.T.-U.G.T. avec discipline et solidarité. Cela exprime la volonté acharnée du prolétariat de notre pays de lutter et de se défendre à tout prix ; car ni les renvois, ni les arrestations en masses, qui ont repris depuis ces derniers jours, n'ont pu faire rentrer même un seul d'entre eux ne s'incline devant la brutalité répressive de la police et de l'armée.

Les arrestations ont été massives, car devant la question posée par les forces gouvernementales : « Quels sont les responsables ? », les ouvriers répondirent : « Nous le sommes tous et tous nous vengerons nos camarades frappés par la répression. »

Ce n'est pas seulement la Catalogne, mais toute l'Espagne qui bouge.

A Madrid, des scrutations sont opérées à la suite d'une rencontre entre un groupe d'action d'ouvriers et la police.

Dans la prison des Carabanchel, les incarcérés ont suivies la grève de la faim pendant quatre jours en protestation contre les traitements brutaux infligés à plusieurs de leurs camarades.

A Malaga, les pétrouilles phalangistes ont arrêté plusieurs ouvriers, soupçonnés d'entretenir des liens d'amitié et de solidarité avec les fugitifs de la Sierra.

A Jaen, une révolte a éclaté dans la prison à la suite de l'exécution de quatre condamnés dans la cour de la prison.

A Santona, dans le « Fénal du Dueso » les toutes infligées sont telles que le directeur du pénal a refusé de recevoir aucune commission d'enquête. Plusieurs victimes qui sont dans un état effroyable.

Ouvriers de tous les pays, des ouvriers en grève comptent réellement le soutien de votre action.

MARIA.

DU MONDE ENTIER

ITALIE

Naples, 3 décembre.

La hausse du coût de la vie et la pénurie des vivres provoquent toujours un grand mécontentement et une large agitation dans toute l'Italie méridionale.

Après ceux de Naples, les syndicats de Bari, en Italie du Sud, ont décidé, le 27 décembre, d'entrer en grève pour protester contre la vie chère et le ravitaillement insuffisant.

Les chômeurs et les ménagères se sont joints aux grévistes. Plusieurs milliers de manifestants ont parcouru les rues et ont envahi la mairie de la ville après avoir saccagé les restaurants de luxe et certains magasins d'alimentation.

La police et l'armée ont ouvert le feu sur la foule, faisant un mort et plusieurs blessés. Une grève générale de protestation de vingt-quatre heures a été immédiatement déclenchée.

A Palmi, ville située sur la côte ouest de la Calabre, 2.000 personnes ont manifesté contre le manque de ravitaillement.

Des manifestations du même caractère et entraînant des chocs sanglants avec la police et l'armée ont eu lieu dans toute la région de Pouille, dans des parties les plus pauvres de l'Italie du Sud.

INDES

Calcutta, 7 décembre.

Quarante mille travailleurs de Cawnpur, ville située dans le nord-est des Indes Britanniques, sont en grève.

Le mouvement a été lancé par les quatre mille ouvriers et ouvrières d'une filature de coton. Mais, comme des dernières manifestations publiques, la police a ouvert le feu, tuant trois personnes dont une femme.

Le lendemain, les ouvriers des entrepôts et des tanneries — Cawnpur est le plus grand centre de tannerie des Indes — se sont mis en grève à leur tour pour se solidariser avec leurs camarades du textile.

Dans la province de Behar, également dans le nord-est des Indes, sont les ouvriers des charbonnages ont cessé le travail pour exiger une augmentation des salaires.

INDONÉSIE

Batavia, janvier.

Le général Sudirman, commandant en chef des forces de la République indonésienne, a lancé, par radio, un appel à toutes les troupes régulières et leur demandant de rester vigilantes et de ne pas « se laisser intimider par l'armée hollandaise ». Comme les chefs militaires français l'ont fait en Indochine, les chefs hollandais ont prédit de la période de négociations pour arraper petit à petit les points stratégiques importants.

Cette politique a été mise en pratique par un événement récent qui vient de se dérouler à Brebesong où l'armée hollandaise a occupé le mois après avoir arrêté le maire régent Moerin.

Un organe hollandais de Batavia a sur crire après l'appel du général Sudirman que le gouvernement de La Haye devant faire appel, pour traiter les républicains, au commandement britannique dans la Sud-Est asiatique.

LE NUMERO 2 DE LA « Jeune Garde »

EST PARU CETTE SEMAINE

Dans ce numéro :

— Un S.O.S. des travailleurs vietnamiens ;
— Les propositions d'action commune de la J.C.I. (Jeunesses Socialistes et du F.L.A.J.) ;
— Comment on construit l'armée du Préfet ?
— Et les lettres de la caserne et de la formation prémilitaire obligatoire.

ABONNEZ-VOUS !

le Jeune Garde

PAS UN VOLONTAIRE POUR L'INDOCHINE

A BAS LA F.M.O

Bientôt paraîtra chez Fasquelle LA LIBERTE Tome second de l'œuvre monumentale entreprise par JEAN JOUBES LE DON DE VIE histoire contemporaine des deux mondes (Amérique Europe) le tome premier : LE REGRET DE PARIS 4 volumes 45 Prix des 2 Magots 45

Bientôt paraîtra aux Editions du Pivoie LES JOURS DE NOTRE MORT par DAVID ROUSSET dont le premier tome : L'UNIVERS concentrationnaire 4 volumes le Prix Théophraste-Renaudot 45

Vient de paraître le numéro de DECEMBRE de QUATRIEME INTERNATIONALE Revue du Comité exécutif international. Ses Etats-Unis : T. CLIFF La Prusse-Orient au carrefour ; B. GERMAIN : De l'abstention... à l'intervention active ; Tribune de discussion : Quelques remarques sur l'agriculture du programme de transition, par PABLO. Nouvelle du Mouvement ouvrier et de l'Internationale. En vente dans tous les kiosques Prix : 50 francs Abonnement : 6 numéros : 100 fr. Adresse : Chèque postal : Mlle DE GANE, 8995-04, PARIS

VIENT DE PARAITRE Aux Editions de la N.R.F. La lutte des classes sous la Révolution Bourgeois et bras nus (DEUX TOMES) par Daniel GUERIN auteur de FASCISME et GRAND CAPITAL et de LA PESTE BRUNE

100 millions de morts

Telle est l'évaluation approximative des victimes de la guerre que fait Gaston Bouthoul dans un livre récent. La majorité de ces pertes affecte l'Europe. Dans la Russie seule, les victimes de sept millions de tués, 11 millions 500.000 blessés, 3.500.000 prisonniers dont la moitié sont morts et 10.000.000 de civils assassinés par les nazis.

Tout en rejetant les conclusions de l'ouvrage de Bouthoul, qui peut passer sous silence la réalité effroyable dont témoignent ces chiffres : réalité que masquent la sécheresse des économistes, les plans des stratèges, les figures des hommes d'état, l'objectivité trop froide de l'statistique, mais qui est celle de l'agonie monstrueuse du régime capitaliste.

Du combat isolé...

Les études marxistes ont insisté sur les phénomènes économiques de la guerre, en ont donné toutes les origines et toutes les conséquences. Cependant, dès avant la guerre, et pendant la deuxième guerre mondiale, quand on a quelques chiffres en main, on peut en tirer alors, à propos de la somme de souffrances, de pertes, de privations de morts, qu'a pu coûter cette guerre, et établir un tableau aux aspect économique. Si l'on compte qu'en 1937 seule, 0,2 % de la population était mobilisé directement, on mobilisera aux guerres, et le chiffre atteint proprement de 0,68 pour le 1er siècle, 1,04 pour le 2e, 1,86 pour le 3e, 2,1 pour le 4e, 1,1 pour le 5e (ce fait pour le premier tiers) et de 8,12 pour le premier quart du 6e siècle. Il est pour maintenant que soit pour cent de la population fait ou subissent la guerre.

...A la guerre totale

Il faut compter, d'ailleurs, ceux qui sont mobilisés (300.000 soldats pour 23 millions d'habitants sous Louis XIV ; 1.000.000 sous Napoléon, pour le même nombre d'habitants ; 4.000.000 en 1914, pour 40 millions ; et, en Angleterre, 23 millions de mobilisés en 1941 pour 45 millions d'habitants), et les victimes directes ou indirectes, soit par l'agressions des épidémies (11.000.000 de tuberculeux en France en 1942, au lieu de 500.000), soit par la pénurie alimentaire (généralisée pour toute l'Europe), baisse de la natalité 9 %, baisse de la natalité 32 %, augmentation de la mortalité infantile 45 %, accroissement de l'excédent des décès naturels sur les naissances 47,6 %, tels sont les chiffres français pour 1940.

La gloire militaire est passée sur le village...

Il faut de la chair à canon

Devant de telles hécatombes, une bourgeoisie capitaliste n'est rien trouvé de mieux que de « faire » des « enfants » et d'organiser une véritable inflation démographique, car à une mortalité organisée doit correspondre une natalité provoquée. Depuis 1933, la natalité allemande a été augment

Numérisation CERMTRI

NOUS SOMMES POUR L'UNITE DANS LA C.G.T.

Lors de la grève des P.T.T., le hebdomadaire Le Prix était un des dirigeants du mouvement. J'étais alors pour exprimer la solidarité entière du parti avec les travailleurs des P.T.T., en lutte.

Peu m'importait alors sa position politique ou syndicale. Désigné comme dirigeant pour ses qualités, il représentait des travailleurs en lutte pour des revendications légitimes contre le gouvernement. Ce que je savais en lui, c'était l'énergique organisateur remplaçant au pied levé la direction syndicale de la Fédération postale qui, au lieu de diriger le combat, se conduisait en briseur de grève.

Mais si Le Prix avait raison hier d'être un bon combattant de sa classe, il a tort aujourd'hui lorsqu'il adopte une position qui signifie la scission de l'organisation syndicale. La majorité du Comité national de grève a refusé de participer au congrès de la Fédération postale. Et, depuis, Le Prix n'est fait la propagandiste de la non-reprise des postes et des timbres syndicaux.

A quoi une telle politique peut-elle aboutir sinon à la division des forces ouvrières ? Dispersion qui rendra plus difficile l'organisation des futurs mouvements revendicatifs. On ne peut cohabiter avec des dirigeants qui furent des briseurs de grève, dit la majorité du C.N.G. Mais en retirant les travailleurs les plus combattifs de la C.G.T., elle fait le jeu de ces dirigeants démocratiques qui seront ainsi débarrassé des « mauvaises têtes ».

Enfin, coupée de l'immense masse des syndiqués, beaucoup des travailleurs qui suivent le mot d'ordre de la non-reprise des postes, finiront par se démoraliser et se retirer de la lutte.

Il est vrai que Le Prix offre des cartes d'« Amis de force ouvrière » en échange de la carte de la C.G.T. « Force ouvrière » a, bien entendu, le droit d'être une tendance syndicale, mais dans la C.G.T. pour le faire triompher son point de vue elle doit commencer une autre centrale syndicale.

De plus, quand on sait que « force ouvrière » a comme secrétaire Léon Jouhaux, personne ne pourra croire que cette politique se fasse sous le drapeau de la démocratie ouvrière et du syndicalisme révolutionnaire.

Appuyé hier comme dirigeant de grève, Le Prix doit être condamné aujourd'hui comme activiste.

Quant aux travailleurs des P.T.T. trahis hier par les responsables de la C.G.T., pourront-ils aujourd'hui partir mécontentes comme Le Prix, les syndicalistes à faire confiance à leur action de classe. Demain, ils recommencent le même combat qu'en mai dernier. Ils diront à nouveau leur colère de grève. Mais ils le contrôleront de plus près et en rendront les membres éligibles et révocables à tout instant.

Dès maintenant, ils s'organisent dans une tendance syndicale révolutionnaire sur un programme de lutte de classes, abandonnée par Jouhaux comme par Frachon et ils continueront à lutter au sein de la C.G.T. pour le faire triompher.

Jacques PRIVAS.

PRIX ET SALAIRES

UNE SEULE ET MÊME BATAILLE :

Faire payer les patrons !

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Calculer 5 % de baisse, cela aboutit à une dévation du pouvoir d'achat de 350 francs par mois.

5 % de baisse pour protéger les surprofits patronaux

En février 1945, le Bureau confédéral évaluait le minimum nécessaire pour la base de 40 heures à 4.000 francs. Sur la base des prix officiels et taxés au 1er janvier 1947, le coût de la vie est passé de l'indice 100 à l'indice 266. Ce qui signifie que, pour posséder le même pouvoir d'achat qu'en février 1945, le minimum vital pour le travailleur le moins qualifié, devrait s'élever à 10.640 fr. par mois.

Aujourd'hui, le minimum départemental dans la Seine est de 5.800 francs par mois. Le pouvoir d'achat ouvrier depuis février 1945 est donc tombé de 53 %. 53 % qui sont passés dans les poches des patrons. Et M. Blum donne d'une main 250 francs par mois pour mieux tromper les ouvriers et les empêcher d'engager le combat pour obliger les patrons à rendre les 4.800 fr. mensuels qu'ils ont empochés sous forme de surprofits.

Calculez combien cela leur fait de bénéfices et vous comprendrez pourquoi tous les journaux des trusts rendent grâce et louanges à ce meilleur serviteur du capital qu'est Blum.

Le P. C. F. capitulera-t-il ?

Il est aisé de comprendre les raisons pour lesquelles Frachon pose si timidement et si confusément un problème que lui et les leaders du P.C.F. ont bien compris. Le P.C.F. entend participer au gouvernement. Et pour assurer sa participation, il entend également montrer à la bourgeoisie que c'est lui, et uniquement lui, qui peut modérer les exigences ouvrières. Le journal Combat a bien raison d'expliquer que le succès de la manœuvre Blum dépend du P.C.F.

Que va faire le P. C. F. ?

Sa politique passée ne peut que nous rendre méfiant envers sa politique présente. Partisan acharné de la collaboration des classes, le P.C.F. avec Blum est acquis au « Produire d'abord », avec la C.G.T. qui ose aujourd'hui revendiquer un minimum de 7.000 fr. sur la base de 200 heures, ce qui, compte tenu des majorations des heures supplémentaires, amènerait l'heure du manœuvre à 32 fr. 50 environ. Le P.C.F. voudrait-il mondayer une fois de plus, son entrée au gouvernement ?

Pierre BOUSSEL.

FARCEUR !

Philip dit : « Pas plus de 50 milliards pour les fonctionnaires. »

Philip dit : « 75 milliards pour la guerre d'Indochine ? D'accord, et plus si d'Argenlieu me le demande. »

Pas un homme, pas un sou pour la guerre d'Indochine !

Revalorisation des traitements des fonctionnaires en rapport avec le coût de la vie !

« La Vérité »
— est en vente —
tous les vendredis
dans tous les kiosques

« La Vérité », 19, rue Daguerre, Paris (XIVe). Tél. : SUF. 62-31.

Vivre avec le minimum vital

Nous avons examiné dans le précédent numéro de la *Vérité* le budget d'une famille de fonctionnaires moyens. Dans cet article, nous envisagerons le budget de trois familles de métallurgistes, tous ouvriers qualifiés. Les trois familles se composent du mari, de la femme et d'un enfant.

Un tourneur premier échelon

Le premier est tourneur premier échelon. Par mois il touche net 8.500 fr., soit, brut, sur la base de 173 heures par mois, à 59 fr. 80 l'heure, y compris le boni, 10.230 francs environ. Il est intéressant de constater qu'Assurances sociales et impôts cédulaires volent chaque mois à ce métallo : 1.750 fr. Une paille !

Cela démontre mieux encore la justesse de la vieille revendication, aujourd'hui abandonnée par les grandes organisations ouvrières, de la suppression totale de l'impôt cédulaire, et du financement des Assurances sociales par des prélèvements sur les bénéfices patronaux.

— Combien de fois mangez-vous de la viande à la maison ?

— Une fois par semaine et une fois par mois de la charcuterie.

— Achetez-vous des denrées au marché noir quelquefois ?

— Tu rêves ! Un litre de lait par jour à 15 fr. 80 et un pain par jour à 11 fr. 50. Comptez ce que cela fait en un mois. Nous nous ravitaillons uniquement au marché officiel avec les tickets.

— Quand as-tu acheté un costume ?

— En novembre 1941 j'ai été démobilisé et ai touché un costume militaire. Je n'ai jamais acheté de costume depuis cette date.

— As-tu d'autres ressources que ta paye ?

— Non. Ma femme ne travaille pas. Elle a fort à faire avec le gosse à la maison.

Un outilleur

Le deuxième métallo est un outilleur avec 70 fr. de l'heure. Il touche net par mois 10.300 fr. Sa femme ne travaille pas. Les conditions de vie depuis l'ont sérieusement modifiées. Le médecin diagnostique un début de « maladie de pote ». Elle garde-la-ligne veut malade.

— Combien de fois mangez-vous de la viande à la maison ?

— Une fois par semaine et une fois par mois de la charcuterie.

— Achetez-vous à la maison des denrées au marché noir ?

— Jamais. Quand on a payé le toubib et les médicaments, impossible d'acheter quoi que ce soit.

— Quand as-tu acheté un costume ?

— Depuis 1935 je n'en ai pas acheté. Il ne me reste à peu près rien à me mettre. Impossible d'acheter des effets car il faudrait faire des économies, ce qui est évidemment impossible.

Un tourneur deuxième échelon

Le troisième métallo est un tourneur deuxième échelon avec 65 fr. de l'heure. Il touche net 10.000 fr. Il y a un enfant dans le ménage. Ses conditions de vie sont un peu meilleures, sa femme arrivant à gagner 3.000 fr. par mois en faisant quelques chapeaux. Elle est modiste. Donc le pouvoir d'achat de cette famille est de 13.000 fr. net.

— Combien de fois mangez-vous de la viande à la maison ?

— Deux fois par semaine, soit viande, soit charcuterie.

— Achetez-vous des denrées au marché noir ?

— Oui, nous achetons au marché noir quelques denrées particulièrement du beurre ou du saindoux.

— Quand as-tu acheté un costume ?

— Le dernier costume a été acheté en 1939.

Ainsi, deux de ces trois ouvriers qualifiés sont dans l'obligation de vivre, eux et leurs familles, avec le ravitaillement officiel. C'est-à-dire d'être sous-alimentés. Il n'est pas étonnant que la tuberculose fasse des ravages parmi les manœuvres et ouvriers, surtout parmi les femmes de travailleurs qui se battent encore plus pour améliorer l'ordinaire du mari et des gosses.

Le troisième peut acheter parce que chez sa maîtresse noir parce que sa femme travaille. Mais cette quinzaine il sera dans l'obligation d'emprunter pour manger à un restaurant, car il a consacré à somme fabuleuse de 200 fr. pour acheter un jouet au gosse !

Que trois ouvriers ne peuvent pour ainsi dire, pas renouveler leur habillement. Ils trouvent à peine que le minimum vital de la C.G.T. à 7.000 fr. par mois, ce qui ferait 35 fr. de l'heure.

« Ce n'est pas un minimum vital, c'est un minimum de famine ».

VARLIN.

— Regarde, travailleur, ce joli petit oiseau !

— En 1936, les patrons n'osaient plus refuser les augmentations de salaires !

LA LOI DANIEL MAYER LIQUIDE LES CONVENTIONS COLLECTIVES

COMME ARME OUVRIÈRE

Le patronat ne s'y est pas trompé. Il a exigé que la plus importante question qu'une Convention collective met en discussion, à savoir les salaires, n'y soit pas inscrite. Pourquoi ? Parce que le patronat sait qu'il est incapable de résister à la classe ouvrière. Il sait qu'il a besoin de son « Etat », l'« Etat capitaliste », surtout qu'il est couronné par un gouvernement dont lequel siège P.C.F. et P.S., pour imposer aux salariés des conditions de salaires aggravées, même dans la raison pour laquelle les patrons du bâtiment n'ont pas voulu discuter avec la Fédération du bâtiment. A présent les discussions vont s'engager, le patronat accepterra, car il est sûr de l'appui de l'Etat et des hauts fonctionnaires à sa solde.

La loi Daniel Mayer qui a été voté à l'unanimité par la Chambre consacre la liquidation des conditions collectives comme arme de défense ouvrière. Ses principales dispositions ont été calculées pour museler la classe ouvrière dans ce qu'on va la voir : Art. 31. — « Les conventions collectives de travail ne sont applicables, même entre les trois parties contractantes, qu'après avoir reçu l'agrément du ministère du Travail. »

Ainsi, c'est le ministre qui décide et non les organisations ouvrières. C'est-à-dire que ce sera un ministre comme Croizat, qui collaborait avec les partis bourgeois du M.R.P. et du Parti radical, ou comme Mayer qui fait, ce qui revient au même, la politique patronale.

L'art. 31. O. est suspendu provisoirement. C'est celui qui concerne la question des salaires.

Mais même quand cet article aura cours, le ministre socialiste a pris des garanties de façon à protéger les intérêts patronaux, car c'est dans la Commission supérieure des conventions collectives que seront discutées les conventions collectives. Cette commission dans laquelle la C.G.T. est minimisée, face aux représentants du patronat, de l'Etat capitaliste et de la C.F.T.C. ne donne qu'un avis car c'est le ministre qui tranche en dernier ressort.

Les patrons, dans leurs organes de classe avaient bien indiqué leur satisfaction de ne pas discuter des conventions collectives le problème des salaires. Daniel Mayer s'est rendu à leur avis.

Et voilà pourquoi le porte-parole du P. R. L. a pu s'écrier à la Chambre :

« C'est avec plaisir que le groupe du Rassemblement des de la Liberté voterra le projet du gouvernement. » Mais que doivent penser les travailleurs de la déclaration d'Alfred Costes, député du P.C.F. et secrétaire de la Fédération des Métaux :

« Nous saluerons avec joie, je l'espère, la décision que nous allons prendre tout à l'heure en voiant le projet de loi qui nous est soumis par le gouvernement. »

****

Les travailleurs doivent se rendre compte que la plénitude du vote du P.C.F. et du P.R.L., le soutien des mesures Daniel Mayer par tous les partis indiquent que la loi sur les conventions collectives instituant l'arbitrage de l'Etat capitaliste est néfaste à leurs intérêts. Ils engageront le combat dans les entreprises pour de véritables conventions collectives. Et, pour cela, ils discuteront de gré ou de force avec les patrons des questions de salaires. Les travailleurs passeront dans l'action par-dessus leurs dirigeants collaborateurs de classe. Et les patrons, et ceux qui leur lèchent les bottes, reculeront et donneront satisfaction aux légitimes revendications ouvrières.

LIBRAIRIE

LENINE : La Catastrophe imminente et le moyen de la conjurer ..... 20 fr.
TROTSKY : Le Marxisme et notre époque ..... 30 fr.
A. LEON : Conception matérialiste de la question juive... 90 fr.
D. GUERIN : Fascisme et grand capital ..... 90 fr.
Œuvres de MARX ENGELS, LENINE et TROTSKY.

AU MARCHÉ EDGAR-QUINET

Les travailleurs jugent les 5 %.

On se peut pas faire deux pas dans le marché boulevard Edgar-Quinet, sans entendre les ménagères échanger des réflexions entre elles, à propos de la baisse de 5 %.

— *C'est reculer pour mieux sauter.*

— *Ou baisse de 5 % sur la hausse.*

— *Les choses sont aussi chères que d'habitude.*

Une ménagère à une marchande :

— *Il n'y a pas de baisse sur la salade ?*

— *Je ne peux pas, les grossistes aux Halles ne l'appliquent pas.*

J'interroge une ménagère qui vient d'acheter de la charcuterie :

— *Alors, vous l'avez payé moins cher votre pâté ?*

— *Les bouchers et les charcutiers ont fait des hausses de 20 % il y a une semaine, maintenant ils baissent de 5 %. Ça ne m'arrange en rien.*

Comme c'est samedi, beaucoup d'hommes font le marché, car avec les restrictions de courant, les usines se tournent par les deux dernières jours de la semaine.

Un ouvrier, son fils à la main, regarde le prix à un étalage. Je m'approche :

— *Que pensez-vous de la baisse ?*

— *Ça ne change absolument rien. Ça régularise même les hausses qui viennent d'avoir lieu. Le gouvernement bombarde les hausses effectuées par les patrons directement qui, en baissant de 5 %, peuvent considérer leurs augmentations comme acquises.*

— *Pour qu'il y ait une véritable baisse, il faudrait que les prix industriels diminuent pour que les ouvriers puissent acheter chez et puissent vendre leurs produits à des prix plus bas. Il faudrait donc un contrôle ouvrier sur les marges bénéficiaires des industriels.*

— *Bien d'accord avec vous. Et-ce que le minimum vital établi à 84.000 francs assure un pouvoir d'achat suffisant ?*

— *Pas du tout, on ne peut pas se débrouiller avec 7.500 francs par mois. J'en gagne 9.000 en faisant des heures supplémentaires, et je suis bien de pouvoir tout juste. Il faudrait que le minimum vital soit basé sur les 40 heures, et non sur 48. Les heures supplémentaires et les primes ne doivent pas rentrer dans le salaire minimum. En tout cas, en ce qui concerne la baisse de 5 %, c'est une fumisterie. Vous pouvez dire dans votre journal que nous en avons vu un qui ne croit pas à la baisse.*

Voilà une brave ménagère qui ne bâte après avoir fait ses emplettes !

— *Alors, depuis la baisse de 5 % votre bourse est plus arrondie ?*

— *Ah ! c'est une belle plaisanterie. Dans ma rue, il y a le boulanger et il ont même pas voulu appliquer les 5 %. Ils m'ont dit que ce n'était pas au moment où le gaz et l'électricité augmentaient qu'ils allaient baisser leurs prix. Quand mon produit où il y a baisse, ils ont subi une telle majoration que les 5 % sont insignifiants. Dans l'alimentation il n'y a pas eu de baisse alors qu'elle rentre pour 75 % dans le budget familial.*

— *La baisse des 5 % c'est zéro. Mais bien que c'est zéro, me fait-elle ce n'est allant, et en accompagnant ses paroles d'un geste significatif de la main.*

Jacques PRIVAT

M. PERRIN.

CHEZ CAUDRON-ISSY

Le sabotage de la reconversion

Des licenciements ont été effectués ces dernières semaines. Un place de réduction du personnel de 20 à 40 % est déjà prêt. La raison invoquée par la direction est le manque de travail. Mais ce n'est qu'un prétexte, car l'usine pourrait tourner à plein, pour les besoins de la paix de la population. La vraie raison, c'est que la direction capitaliste ne veut pas que cette usine nationalisée ne veut pas la reconversion. L'exemple suivant le prouve d'ailleurs parfaitement.

L'usine de Sartrouville rattachée à la même société industrielle a proposé un modèle de batteuse aller-retour. Mais, comme dans le cas du travail, le Comité mixte à la production de chez Caudron prit ce modèle pour en étudier la fabrication. Les travailleurs de ce comité furent vite convaincus que la batteuse pouvait être construite en série dans l'usine.

La C.G.A. était prête à passer une commande de 300 batteuses par mois. Le qui aurait donné du travail à toute l'usine, y compris les ouvriers et les cadres qui sont les premiers touchés par les licenciements. Il restait à produire quinze mille de batteuses, cela pouvait employer utilement l'usine pendant longtemps, et de toute façon, jusqu'à l'arrivée de commandes nouvelles, conditions d'opinion prennent pas longtemps.

C'est alors que la direction entreprit de grandes manœuvres pour faire échouer cette initiative des ouvriers du Comité mixte à la production. Les grandes manœuvres où il est difficile de déjouer si la direction syndicale stalinienne accepte sciemment de participer à l'agitation.

On fit des essais devant des délégués de la C.G.A. Mais il se trouvait que les ouvriers qui furent envoyés pour faire cette démonstration de la batteuse pour obtenir la commande ne savaient pas se servir de la batteuse. Naturellement l'essai ne fut pas concluant. Pourtant la C.G.A. accepta de revoir à nouveau la question.

Alors on s'aperçut qu'il était impossible de se procurer les pièces de fonderie nécessaires à la fabrication. Des ouvriers du Comité mixte de la production répondirent que si on ne trouvait pas les pièces c'est parce qu'il y avait possibilité de les avoir dans des fonderies de province qu'ils citèrent. Mais on fit la sourde oreille.

Dans le Comité mixte à la production avait été adopté une motion de commission de la batteuse ». Son responsable, qui s'en occupait activement, et qui était qualifié pour le faire, fut subitement déplacé à la Commission des prix de revient..., etc.

Pendant ce temps, l'agriculture manque de batteuses et le ravitaillement en conséquence, par suite, à être déficitaire.

Et cela continuera si les travailleurs de chez Caudron n'imposent pas la cessation immédiate des licenciements pour commencer. A ensuite et surtout, s'ils n'imposent pas leur contrôle sur la production, les commandes et la gestion.

Une enquête de LA VÉRITÉ

LE PLAN DE SECURITE SOCIALE

I. — Organisation de la sécurité sociale

La sécurité sociale est à l'ordre du jour. La réaction, M.R.P. en tête, s'efforce de faire échec aux réformes qui sont en cours de réalisation dans ce domaine. Au cours de ces articles, nous passerons en revue les pointe essentiels de ces réformes. Nos lecteurs pourront en rendre compte que si le plan de sécurité sociale du ministère du Travail est incontestablement progressif, et mérite à ce titre d'être défendu contre les entreprises de la réaction, il est encore bien loin d'offrir aux travailleurs une protection satisfaisante contre les risques sociaux qui les menacent.

Les nouvelles mesures

La réforme de la sécurité sociale entreprise depuis 1945 a un double objectif :

En premier lieu, rassembler dans une organisation unique, l'ensemble des institutions destinées à garantir les travailleurs contre les risques sociaux et les charges de famille : assurances sociales et allocations aux vieux, accidents du travail, allocations familiales. En effet, aucune coordination n'existait jusqu'alors entre ces différentes institutions, ce qui rendait impossible une politique d'ensemble de sécurité sociale.

En second lieu, procéder à la refonte de toutes les législations antérieures en vue de les adapter à l'organisation nouvelle, de leur apporter un certain nombre d'améliorations et d'accroître le nombre des bénéficiaires.

Voyons d'abord quelle est la nouvelle organisation de la sécurité sociale.

Avant 1945

Avant 1945, la plus grande diversité régnait.

La réparation des accidents du travail reposait, pour la plus grande part, sur les compagnies privées d'assurances auxquelles les patrons s'assuraient contre les accidents mis à leur charge par la loi. Cette institution dont le but est d'améliorer le sort des travailleurs, servait de prétexte à des entreprises capitalistes réalisant des profits scandaleux.

Les allocations familiales étaient gérées par des organismes adhérents aux caisses de compensations, entièrement dans la main des patrons.

Les assurances sociales étaient gérées par les caisses d'assurances sur la vieillesse, maladie, maternité, décès. Chaque ouvrier avait le droit de choisir librement une caisse maladie, et il existait une grande variété de caisses : les unes gérées par la C.G.T. (caisses de travail) ou par des sociétés de secours mutuels (caisses de bienfaisance cléricales (caisses « familiales ») ou même créées par les patrons. Les secours qui ne chômaient aucune caisse étaient affiliés d'office à une caisse départementale. Une politique sanitaire d'ensemble était impraticable avec cet éparpillement des organismes et surtout avec le fait que les patrons participaient aux conseils d'administration des caisses.

Les caisses régionales étaient chargées de gérer la rente invalidité et les accidents du travail, ainsi que les assurances sociales personnelles. En outre, elles coordonnaient dans leur région les actions des caisses primaires. Elles étaient en qui concerne l'action sanitaire et sociale et la prévention des accidents du travail. Leur conseil d'administration comportait pour deux tiers des représentants des travailleurs désignés par les syndicats et pour un tiers des représentants des patrons.

Enfin, l'organisation de la sécurité sociale était assurée par des conseils d'administration, qui ne sont d'ailleurs pas encore constitués. Ils devaient centraliser et coordonner l'action de l'ensemble des organismes sur le plan national et, à titre transitoire seulement, des caisses d'allocations familiales.

Nous examinerons la semaine prochaine les autres problèmes soulevés par la sécurité sociale.

André SOUL.

"L'Humanité" répond involontairement à "L'Eveil de Puteaux"

L'a Eveil de Puteaux » du 7-12-1946 explique d'une manière assez obscure que les « bilbro-trotskistes » avaient fait échouer les ouvriers de chez Unic pour obtenir 5 francs d'augmentation et poussaient même la « démagogie » au point de réclamer la défense du pouvoir d'achat par l'application du principe de l'échelle mobile des salaires. La rédaction de l'organe communiste français exprime ainsi son mécontentement pour l'échelle mobile n'était que la stabilisation de la misère.

Or, la C.A. de la C.G.T., par la voix de « l'Humanité » du 31-12-1946, exige non seulement de maintenir le pouvoir d'achat des ouvriers, elle demande l'application du principe de l'augmentation des salaires suivant l'augmentation du coût de la vie. Ce principe était celui de l'échelle mobile des salaires.

Une fois de plus, les communistes internationalistes avaient raison de « crier au loup » avant ce mot d'ordre.

Mais pourquoi les dirigeants de la C.G.T. préfèrent-ils ce qu'ils traitent hier ?

C'est que le mécontentement des masses ouvrières oblige les dirigeants de la C.G.T. à faire un visage à gauche. C'est bien, mais ce n'est pas assez.

Les exploités doivent comprendre qu'eux seuls peuvent, par leur action, obliger ceux qui se réclament de la classe ouvrière à faire leur travail.

Bientôt, la bataille pour les conventions collectives va prendre de l'ampleur.

IL FAUT QUE CE SOIT UNE VICTOIRE POUR LES EXPLOITÉS.

Pour cela, nous devons lutter pour :

1. Le rajustement des salaires sur la base du pouvoir d'achat fixé par la C.G.T. en février 1945 ;

2. L'application de l'échelle mobile pour défendre ce pouvoir d'achat, jusqu'au blocage effectif des prix ;

3. La création et la discussion démocratique de cahiers de revendications, pour construire les conventions collectives, en défendant les intérêts particuliers des ouvriers dans les entreprises ;

4. La contrôle ouvrier permanent sur :

— les livres de comptes, sur toutes les pièces comptables, sur les entrées et sorties de matières ;

— le contrôle sur les prix et la production ;

5. L'abolition du secret commercial ;

6. La libre discussion et une véritable démocratie dans toutes les assemblées ouvrières.

LA CELLULE DU P.C.I.
DE CHEZ « UNIC »

Où en sont les conflits du travail ?

De mois en mois la situation des masses travailleuses s'aggrave. Et, cependant, elles ne font pas preuve d'une grande combativité. C'est que, sur elles, pèse le lourd poids des appareils bureaucratiques qui détournent l'activité directe comme une arme au service de la lutte de classe.

Depuis la grande grève des postiers et celle des banques et des finances, les mouvements ont conservé le caractère limité qu'ils ont depuis plus d'un an.

Les dernières statistiques sur les conflits du travail publiées par le ministère du Travail indiquent 218 mouvements de grève pour le troisième trimestre 1946, représentant 656 établissements et 69.818 grévistes.

Depuis cette date des mouvements restreints ont éclaté de ci de-là, touchant successivement des branches de moindre importance et s'arrêtant généralement à un, deux ou trois ateliers.

Mais on ne peut considérer seulement la quantité et ce qui concerne les conflits du travail. Il faut aussi voir comment ils se déroulent et comment ils se terminent.

La grève paie

Prenons quelques exemples :

La Vérité a relaté comment les travailleurs de chez Unic avaient obtenu 5 francs d'augmentation après leur grève. Ce n'est pas un exemple particulier.

Au mois de septembre une grève éclatait dans plusieurs fonderie, à Voisins, dans l'Isère. Les ouvriers demandaient une augmentation de salaire. La grève, qui dura trois jours, fut victorieuse. Le 4 septembre, 4 Millionnes dans le textile, satisfaction était également donnée aux grévistes ; même solution favorable à Lobsstoile dans le Tarn et à Estaires dans le Nord. Nous pourrions multiplier les exemples semblables.

La grève paie : voilà la grande leçon qu'il faut tirer. Chaque fois que les ouvriers se mettent en grève pour une revendication si minime soit-elle et s'ils vont jusqu'au bout les patrons cèdent.

Il n'en est pas toujours ainsi. Il y a eu des périodes dans l'histoire du mouvement ouvrier, où les patrons se cédaient pas et même où ils frémaient leurs usines, au lieu de les ouvrant que lorsque les ouvriers acceptaient de rentrer le tête basse.

Aujourd'hui la situation économique est telle si le mouvement ouvrier s', multiplie et s'étend, les patrons-patrons ont servi une telle vigueur, que les patrons sont obligés de reculer.

Quand ce commerce on ne sait jamais comment, si quand ce France, dans la C.G.T. n'est pas volement sur que les dirigeants de la C.G.T. soient capables d'endiguer le mouvement.

Il n'y a qu'à voir ce qui s'est passé chez les postiers et aussi ce qui se passe chaque fois dans de nombreuses entreprises où les mouvement de grève éclatent toujours contre la volonté des responsables syndicaux.

Mais quels sont les objectifs de ces grèves ? Nous aborderons ce problème dans un prochain article.

Michèle MESTRE.

Chez les fonctionnaires

Vers l'inévitable bataille

A l'heure où paraîtra notre journal, de nouveaux événements auront eu lieu dans le problème « fonctionnaire ». Ils ne pourront cependant que démontrer encore plus clairement la décrédit d'une action directe généralisée des salariés de l'Etat et des services publics pour faire aboutir des revendications dont la légitimité est malaisée.

Les fonctionnaires ne demandent pas d'augmentation de traitement, mais simplement leur simplement adaptation de leurs salaires au coût de la vie dont la hausse continue n'a pas été comprenée par les indemnités d'attente, et à ce propos qu'on cédait devant la crainte d'une grève générale. Ils demandent aussi l'application d'une promesse contenue dans leur statut voté par la dernière Assemblée nationale, le traitement de base de la fonction publique à 120 % du minimum vital

L'inamovible M. Gregh

De telles « exigences » ne peuvent être que soutenues par l'ensemble des travailleurs et employés du secteur public. Et un gouvernement « socialiste » devrait leur donner immédiatement satisfaction. La réalité est autre. Blum, Philip, Gazier ont repoussé les revendications déposées par l'H.LG.F.F. et la Fédération postale, tout en opposé le projet établi de novembre par les services de M. Gregh, l'inamovible M. Gregh directeur du budget, symbole de la mainmise de l'Etat capitaliste sur les partis au pouvoir. Blum, Philip, Gazier ont repoussé les revendications des gros fonctionnaires étaient généreusement augmentés, certaines dépassant 1 à 2 mois d'augmentation mensuelle : 1.000 fr.). Quant au petit employé, comme le facteur dont l'indemnité de vie chère demeurait sans élasticité, devrait se contenter du versement d'une indemnité mensuelle de 1.250 francs ! Le projet Gregh, approuvé par Philip, prévoyait donc un dissymétrie ainsi : de quoi acheter du champagne et du caviar pour la minorité, la misère pour la majorité des serviteurs de l'Etat. Les directions syndicales ont vigoureusement protesté contre ces propositions gouvernementales. Depuis, les dirigeants ont repoussé toute recherche de compromis qui peut mener à la trahison des intérêts des fonctionnaires. Abandonnant le terrain solide de l'adaptation des traitements au coût de la vie, les dirigeants de l'H.LG.F.F. et la Fédération postale ont approuvé la mathématique étrange du bureau confédéral qui a fait passer le minimum vital de 103.000 fr. à 84.000 fr. L'indemnité d'attente ne s'élèverait plus, par an, pour le facteur qu'à 26.000 fr. dont 20.000 sont déjà obtenus par les diverses indemnités arrachées au cours de l'année 1946. Les directions syndicales ont déjà trop souvent sacrifié les intérêts matériels des fonctionnaires à des préoccupations d'une politique de collaboration.

En janvier 1947, va-t-on, une nouvelle fois, sacrifier les intérêts ouvriers par le prétexte de la situation nationale ? Se rendra-t-on aux vœux du gouvernement qui déclare que « l'expérience Blum exige la modération des revendications des fonctionnaires ? » Ceux-ci ne peuvent oublier que l'hypothétique baisse de 5 % a été précédée d'une hausse de 50 % au cours des 6 derniers mois. Ils ne peuvent pas non plus accepter des traitements de misère quand ils voient un chef de gouvernement, les dirigeants de l'Etat ? Il faut l'espérer et souhaiter qu'ils s'engagent dans la voie de l'indépendance nationale pour la revalorisation des traitements et retraites. Aux syndiqués de base de les y obliger en faisant connaître leur résolution de ne pas capituler et en préparant immédiatement la lutte.

DARBOUT.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je soussigné, déclare m'abonner à LA VERITE

pour 1 an (52 n°s) ..... 250 fr.
pour 6 mois (26 n°s) ..... 125 fr.
pour 3 mois (13 n°s) ..... 60 fr.

(Rayer les mentions inutiles)

Nom .....

Adresse .....

Envoyer ce bulletin 19, rue Daguerre, Paris (14e), et les mandats à : « LA VERITE », C.C.P. 5479-17 - Paris.

Signature :

Sociétaire « La VERITE » en remplissant ce bulletin dès aujourd'hui.

Le gérant : M. JUILLIA

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

SOCIETE NATIONALE DES ENTREPRISES DE PRESSE
IMPRIMERIE RÉALISATION
— 100, rue Réaumur —

LA VERITE